

Comité France Océan – 11 juin 2019

Groupe de travail « déchets marins »

Considérant l'action de la France dans les enceintes internationales, européennes et les conventions de mer régionales, en faveur de la réduction des déchets marins ;

Considérant le plan d'action pour le milieu marin (PAMM), qui transpose en droit français la directive cadre européenne stratégie pour le milieu marin, dont l'objectif est l'atteinte du bon état des eaux marines en 2020 ;

Considérant le plan biodiversité, qui fixe un objectif ambitieux de zéro plastique rejeté en mer à l'horizon 2025 ;

Considérant la fiche du Comité interministériel de la mer qui met en place une feuille de route pour lutter contre les pollutions plastiques en mer afin de réduire fortement l'apport de macro et micro-déchets, notamment plastiques, vers les mers et les océans d'ici à 2025,

Considérant que la production de déchets plastiques est en hausse constante depuis des décennies et que celle-ci devrait augmenter dans les prochaines années ;

Considérant que les plastiques ont la particularité de persister dans la nature et particulièrement dans les milieux marins, qu'ils se dégradent parfois en microplastiques et polluent notre environnement sur une période indéterminée et de longue durée ;

Considérant que les plastiques, et plus particulièrement les déchets d'emballages en plastique, comme les sacs à usage unique, sont, de loin, les déchets les plus répandus dans l'environnement marin ;

Considérant que 80 % des déchets en mer proviennent de la terre ;

Considérant que certains de ces déchets se fragmentent en microplastiques invisibles à l'oeil nu et offrent un support à de nombreuses espèces et de polluants ;

Considérant que cette présence de déchets plastiques a un fort impact sur la biodiversité marine et des conséquences socioéconomiques (coûts des opérations de nettoyage, etc.

Considérant l'évènement de mer du cargo porte-conteneurs Grande America le 12 mars 2019 ;

Considérant les travaux du groupe déchets marins du Comité France Océan ;

Les membres du groupe de travail « déchets marins » formulent les recommandations suivantes :

1- En cohérence avec ses engagements en matière de sécurité de la navigation et de la prévention de la pollution par les navires, la France doit défendre à l'Organisation Maritime Internationale une stratégie ambitieuse de **sécurisation et de traçabilité des conteneurs**.

2- En matière de **produits et emballages plastiques à usage unique** :

- L'utilisation de ces produits pourra être réduite en :

- interdisant le déversement intentionnel de plastique ou tout autre matériau polluant dans la nature, notamment dans le cadre d'événements festifs ou caritatifs. Sont visés notamment les lancers de ballons et les courses de canards en plastique (« Duck race ») dans les cours d'eau.
- étendant l'interdiction des plastiques à usage unique aux bâtonnets de sucettes ;

- créant d'autres filières REP notamment pour les emballages des tampons et les applicateurs,
- en interdisant tous les microplastiques intentionnellement ajoutés notamment dans les peintures, dans les cosmétiques et les détergents , etc.
- en interdisant les étiquettes plastifiées des bouteilles et flacons afin de favoriser les étiquettes en papier hydrosoluble ;
- en interdisant les géotextiles dans les milieux naturels et marins ou en encadrant strictement leur utilisation en obligeant leur récupération et en érigeant des prescriptions d'usage afin de prévenir leur dégradation ;

- **Une trajectoire** de réduction des plastiques à usage unique pourra être inscrite dans le projet de loi anti-gaspillage en cours d'élaboration et un organisme existant (l'ADEME) pourra être chargé de suivre son avancée à intervalles réguliers, en incluant les acteurs de la société civile dans le processus de suivi. Certains pays européens se sont fixés des objectifs chiffrés. A ce stade, le groupe de travail n'en propose pas mais demande que des mesures soient discutées pour définir une véritable trajectoire globale qui comprendra les éléments suivants : interdictions, développement du vrac, développement du réemploi, etc.

- L'article 4 de la directive sur les plastiques à usage unique précise que les Etats membres prennent des mesures nécessaires pour parvenir à une réduction ambitieuse et soutenue de la consommation des produits des plastiques à usage unique de manière à induire une inversion significative à la hausse de la consommation. Le groupe CFO demande que ces mesures reposent sur **des objectifs chiffrés de baisse de la consommation** notamment pour les gobelets et les contenants alimentaires. Ces objectifs pourront être travaillés avec l'ensemble des acteurs économiques, société civile, etc.

3- Une meilleure solidarité terre-mer devra être mise en place. Le **nettoyage des zones d'accumulation dans les cours d'eau** et de la mise en sécurité ou de **la résorption des anciennes décharges en bord de rives et de littoral** fait partie des actions importantes à mener. Il s'agit d'éviter que des déchets encore « captifs » dans les falaises ou les milieux dunaires ou en amont dans les bassins ne viennent alimenter le flux de déchets sur le littoral et en mer.

Une étude pourra être réalisée sur la présence de microplastiques dans les boues d'épuration et d'épandage en vue d'une interdiction de l'épandage des boues contenant des microplastiques en 2021.

4- La sensibilisation de tous les acteurs (usagers de la mer, secteur touristique, gestionnaires des collectes, etc) est indispensable. Le groupe CFO demande qu'un travail soit mené auprès de ces acteurs afin de définir des mesures de sensibilisation, de prévention et de réduction drastique des apports des déchets provenant de ces activités en mer.

5- La mise en place **d'une taxe sur le plastique vierge** permettra de financer notamment la résorption des décharges côtières ainsi que les zones d'accumulation de macro déchets dans les cours d'eau, selon une stratégie de priorisation des sites à définir et la prévention.

Comité France Océan – 11 juin 2019

Groupe de travail « levée des freins »

Considérant qu'à l'heure actuelle, la protection de la biodiversité et des milieux marins est essentiellement mise en œuvre avec des moyens financiers publics, venant de l'État et de ses opérateurs mais également des différents échelons de collectivités et des fonds structurels européens ;

Considérant que de nouvelles sources de financement et de nouveaux mécanismes apparaissent aujourd'hui nécessaires, afin d'assurer le respect des engagements de protection de l'environnement marin de la France mais aussi de renforcer et de valoriser les actions concrètes, locales et globales, de préservation des écosystèmes ;

Considérant que dans le cadre du Plan biodiversité lancé en juillet 2018, la France s'engage à réformer les aides publiques dommageables à la biodiversité ainsi qu'à diversifier les sources de financement pour les actions de protection de la biodiversité. Cet engagement amène donc à se tourner vers des financements alternatifs : nouveaux dispositifs, ouverture au mécénat, participation du public ;

Considérant les travaux du groupe levée des freins du Comité France Océan ;

Les membres du groupe de travail « levée des freins » formulent les recommandations suivantes :

1- Le mécénat d'entreprises en faveur de l'environnement représente aujourd'hui 6% de l'ensemble du mécénat français. Ce mécénat fait l'objet d'une défiscalisation qui n'est aujourd'hui pas fléchée. Dans le cadre de l'adaptation de cette défiscalisation aux engagements de la France et à l'intérêt général que représente la lutte contre le changement climatique et contre l'érosion de la biodiversité, nous pourrions flécher cette défiscalisation sur des projets Océan, climat, biodiversité. Les solutions d'atténuation et d'adaptation nécessitent aujourd'hui un effort de recherche et d'innovation, que ce mécénat pourrait favoriser.

Par ailleurs, les mécanismes d'obtention des fonds européens ou structurants seraient optimisés par cette forme de mécénat qui donnerait des fonds propres aux instituts et associations bénéficiaires. Cela permettrait par ailleurs une régularité dans l'accès aux financements, ce qui permettrait aux acteurs de la recherche de solutions et de préservation des écosystèmes de bâtir des projets efficaces sur le long terme. Les résultats scientifiques et techniques obtenus par des dons publics, permettent de garantir la diffusion des connaissances et la diffusion des bonnes pratiques. Le partenariat entreprise/associations/organismes de recherche permet également un partage de compétences bénéficiaires aux deux parties et permet des coalitions société civiles/public / privé.

Climat, biodiversité et Océan sont des sujets tout à fait liés, porteurs de solutions dans le cadre de l'adaptation et de l'atténuation aux changements climatiques. Il est important d'optimiser l'intégration des enjeux biodiversité, océan et climat dans les mécanismes de financements innovants.

Le programme des investissements d'avenir pourrait financer des projets de territoire innovants portés par des collectivités locales pour préserver et restaurer les écosystèmes et préserver ainsi les services écosystémiques.

La pratique **des appels à projets** portés par différentes administrations, en charge de la protection de l'environnement marin ou non, pourrait être étendue et faire l'objet d'une labellisation pour en faciliter les démarches.

Le groupe de travail « levée des freins » du Comité France Océan constitue un lieu d'échanges sur les actions concrètes à mener et à porter, afin de renforcer et de diversifier les sources de financement pour la protection de l'environnement marin.

2- L'expertise scientifique des organismes de recherche publique doit être davantage mobilisée pour appuyer les politiques publiques. Les autorités publiques doivent utiliser cette ressource en appui de leur politique publique de protection du milieu marin. En effet, le recours à des entreprises privées de conseil doit rester l'exception dans la mesure où la France dispose via ses chercheurs et ses établissements publics de l'expertise nécessaire : CNRS, IFREMER etc.

3- Développer la formation des décideurs politiques et des élus des collectivités aux enjeux de l'environnement marin en association avec les ONG, les associations d'élus et les établissements publics concernés.

5- La création d'une plateforme de diffusion de l'information sur les financements européens et les appels à projet et de mise en réseau de compétences pour l'appui aux montages de projets devra être mise à disposition des différents acteurs.

6- La mise en place d'un portail milieu marin afin de permettre un accès centralisé et grand public sur les données du milieu marin devra être réalisée.

Comité France Océan – 11 juin 2019

Groupe de travail « biodiversité marine »

Considérant l'annonce du Président de la République qui prévoit de mettre en place 30% d'Aires Marines Protégées (AMP) dont 1/3 en « pleine naturalité »,

Considérant la révision en cours de la stratégie nationale française AMP qui doit conduire à une définition des protections fortes et à un renforcement des niveaux de protection dans les AMP existantes ;

Considérant l'annonce du Président Macron qui prévoit de mettre en place 30% d'AMP dont 1/3 en « pleine naturalité », la France doit définir ce qu'implique un niveau de « protection forte » pour ses AMP existantes et à venir ;

Considérant les travaux scientifiques les plus récents sur la nouvelle classification des aires marines protégées en fonction de leur niveau de protection¹ et la reconnaissance internationale de cette nouvelle classification;

Considérant la nécessité d'assurer une représentativité de tous les écosystèmes marins dans les mesures de protection mises en œuvre ;

Considérant que la superficie des aires protégées a augmenté entre 2010 et 2020, conformément à l'objectif 11 d'Aichi, mais que moins de 2% de la superficie des aires protégées relève d'une protection forte ;

Considérant que des protections fortes constituent des mesures efficaces, en complément d'autres approches de conservation ;

Considérant enfin les travaux du groupe de travail biodiversité du Comité France Océan ;

Les membres du groupe de travail « biodiversité » formulent les recommandations suivantes :

La nouvelle classification des aires maritimes protégées reconnue par le WCMC doit être adoptée pour promouvoir un vocabulaire commun ;

Sur cette base, la notion de « pleine naturalité » doit être entendue comme équivalente à celle de « protection forte » ;

Les protections fortes doivent être définies dans la stratégies AMP comme les niveaux de protection correspondant aux catégories 1 et 2 (protection intégrale et/ou haute) de la classification adoptée par le Centre de surveillance de la conservation de la nature (WCMC), telles que définies ci-dessous ;

L'objectif de 30% d'AMP dont 1/3 en « pleine naturalité » doit être décliné à l'échelle de chaque façade et bassin maritime de façon à garantir un niveau de protection équivalent pour l'ensemble des écosystèmes marins présents dans les eaux sous juridiction françaises ;

Développer des protections fortes ne nécessitent pas forcément des moyens supplémentaires mais un redéploiement de moyens existants ;

Cette déclinaison doit être réalisée à l'échelle des façade et bassin maritimes ;

Elle doit se faire en association avec l'ensemble des acteurs concernés aux différents niveaux (ministère, collectivités, acteurs locaux) afin qu'ils s'approprient la démarche ;

L'UICN définit une aire protégée comme « *un espace géographique clairement défini, reconnu, spécialisé et géré par des moyens légaux ou d'autres moyens efficaces, visant à assurer la conservation à long terme de la nature et des services écosystémiques et valeurs culturelles qui y sont associés* ». Depuis plus d'un an, un groupe d'experts internationaux travaille à la création d'une nouvelle classification d'AMP, en fonction de leurs niveaux de protection. Cette classification est adoptée par l'ONU Environnement, le Centre de surveillance de la conservation de la nature (WCMC) et la Commission Mondiale des Aires Protégées de l'UICN (WCPA).

Ainsi, quatre niveaux de protection d'aires marines protégées ont été définis :

- ☐ Les aires à protection **intégrale** (= *Fully protected areas*)
- ☐ Les aires à protection **haute** (= *Highly protected areas*)
- ☐ Les aires à protection **faible** (= *Lightly protected areas*)
- ☐ Les aires à protection **minimale** (= *Minimally protected areas*)

Seules les aires marines à protection fournissent des bénéfices écologiques² dont dérivent des bénéfices socio-économiques³. Les autres niveaux de protection (faible et minimale) ne fournissent pas ou peu de bénéfices, sauf si ces niveaux de protection sont associés à des niveaux de protection intégrale.

Cela implique donc que la « protection forte » corresponde à de la protection **intégrale et/ou haute**.

Les aires marines à protection **intégrale** autorisent uniquement :

Les usages récréatifs non-extractifs, non-destructifs et de faible intensité, c'est-à-dire :

- ☐ Nage et apnée
- ☐ Plongée sous-marine
- ☐ Navigation de plaisance (les bateaux n'utilisent pas d'ancre de fond, ne dérangent pas les habitats sensibles ou les espèces en voie de disparition)

Les aires marines à protection **haute** autorisent uniquement :

- ☐ Les mêmes usages récréatifs cités ci-dessus, à la différence que l'usage des ancres de fond est partiellement autorisé mais strictement réglementé.
- ☐ L'utilisation peu fréquente de quelques types d'engins non-industriels, hautement sélectifs et à faible impact, à usage récréatif, commercial ou de subsistance (les permis et les prises sont tous deux limités).
- ☐ Parmi les engins autorisés (liste ci-dessous), seulement 5 d'entre eux peuvent être autorisés simultanément dans une même aire marine hautement protégée :
 - ☐ Filets dormants
 - ☐ Pêche à pied dans les zones intertidales
 - ☐ Lignes de traîne et à main (leurres, hameçons, canne, pêche à la cuillère)
 - ☐ Pêche au harpon (plongée en apnée)
 - ☐ Casiers (homard, pieuvre, crabe)
 - ☐ Pièges à poisson (principalement dans les récifs coralliens)
 - ☐ Dragage manuel (bivalves)

² Plus grande abondance et plus grande taille des espèces précédemment exploitées ; restauration des interactions écologiques ; restauration des habitats ; potentiel accru d'adaptation aux changements climatiques et autres changements environnementaux.

³ Repeuplement des stocks halieutiques ; augmentation de la taille et diversité des captures de pêche ; attractivité touristique ; augmentation des revenus associés.

Comité France Océan – 11 juin 2019

Groupe de travail « artificialisation »

Considérant qu'un quart du littoral (métropolitain et DOM) recule sous l'effet de l'érosion ;

Considérant la prévision du GIEC qui annonce une hausse au niveau marin de plus de 1 mètre en 2100 ;

Considérant la nécessité de repenser l'occupation du littoral et l'aménagement des espaces ;

Considérant le rôle des écosystèmes naturels dans l'adaptation des territoires littoraux exposés aux évolutions du trait de côte ;

Considérant l'attractivité des territoires littoraux dont la densité de population est 2,5 fois plus élevée que la moyenne nationale ;

Considérant l'importance des solutions fondées sur la nature notamment du biomimétisme ;

Considérant l'importance d'initier ou d'accompagner des démarches innovantes en particulier pour la mise en place de stratégies locales à moyen et long terme en faveur de l'adaptation des territoires littoraux ;

Le groupe de travail « artificialisation en mer et sur le littoral » a mis en avant les solutions fondées sur la nature et son souhait de promouvoir le rôle des écosystèmes naturels dans l'adaptation des territoires littoraux et dans la lutte contre l'artificialisation.

Le Comité France Océan a proposé de s'appuyer sur des appels à projet pour **contribuer à faire connaître les solutions fondées sur la nature, en ciblant des opérations matures démonstratives et exemplaires visant à adapter les territoires littoraux exposés aux évolutions du trait de côte et à lutter contre leur artificialisation.**

L'ouverture de l'appel à projet aussi bien aux bénéficiaires publics que privés permet d'accueillir l'ensemble des projets de la société civile. Il permettra de réaliser une expérimentation en lien avec les élus du littoral. Le Comité France Océan apporte son soutien à ce projet et à la généralisation des projets les plus ambitieux.

L'appel à projets proposé en résumé :

- Type de projet : opérations matures, démonstratives et exemplaires de solutions fondées sur la nature pour l'adaptation des territoires littoraux menacés par les évolutions du trait de côte
- Territoires concernés : métropole et DROM
- Bénéficiaires : acteurs publics (collectivités territoriales, établissements publics, services de l'État, etc.) et privés (associations, socio-économiques, prioritaires de sites, etc.)
- Montant global de l'enveloppe : 1 million d'euros (fonds de concours AFITF)
- Plafond du taux d'aide du MTES : jusqu'à 70 %
- Montant d'aide maximale du MTES par projet : 250 k€ HT
- Durée maximale des projets : 3 ans à compter de la contractualisation
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : **31 octobre 2019** de façon à pouvoir contractualiser avec les porteurs de projets lauréats (collectivités probablement) avant les élections municipales de 2020.

Les autres sujets de ce groupe de travail notamment relatif à la croisière ont été traités en lien avec le Comité France Maritime.

Comité du Nautisme et de la plaisance - Comité France Océan
Groupe de travail 5 - Groupe de travail « biodiversité »
Résolution commune relative à la pêche de loisir

Considérant que le Groupe de Travail 5 « Favoriser le développement harmonieux d'une plaisance et d'une pêche de loisir en mer durable et écoresponsable » du Comité Nautisme et Plaisance, co-présidé par le SGMer et la Confédération du Nautisme et de la Plaisance, se réunit régulièrement pour discuter du statut, de la réglementation et de l'encadrement de la pêche de loisir en mer dans une perspective durable et écoresponsable ;

Considérant que les fédérations représentées dans ce groupe de travail offrent un maillage territorial qui peut être mobilisé à des fins d'amélioration de la connaissance en matière de pêche de loisir, de relai de mesures et de bonnes pratiques ou de sensibilisation du grand public ;

Considérant que l'adaptation des pratiques de pêche de loisir à la préservation du milieu marin et de ses ressources est une priorité pour les membres du Groupe de travail 5 et qu'en ce sens, certaines des fédérations membres du groupe ont pris part en 2010 lors du Grenelle de la mer à l'élaboration d'une Charte d'engagements et d'objectifs « pour une pêche maritime de loisir écoresponsable », établie entre plusieurs entités privées et publiques et les Ministres d'Etat de l'Ecologie et de l'Agriculture ;

Considérant les dispositions de la directive-cadre stratégie pour le milieu marin 2008/56/CE du 17 juin 2008 qui prévoient une évaluation de l'ensemble des pressions et impacts exercés sur le milieu marin, y-compris la pêche de loisir, et la mise en œuvre de dispositions permettant le maintien ou la restauration du bon état écologique des eaux européennes dans ses différentes composantes ;

Considérant que le Règlement du Parlement européen et du Conseil n°2019/472 du 19 mars 2019 établissant un plan pluriannuel pour les stocks pêchés dans les eaux occidentales et les eaux adjacentes ainsi que pour les pêcheries exploitant ces stocks comporte des dispositions d'encadrement de la pêche de loisir (appelé ci-après « le Règlement »), en l'espèce dans son article 11 ;

Considérant que de telles évolutions réglementaires doivent être anticipées de manière volontariste afin que la France puisse peser dans le débat européen conformément aux attentes de toutes les parties prenantes ;

Considérant que lors du CIMer du 15 novembre 2018 l'Etat s'est engagé à mener une réflexion sur la pêche de loisir pour l'inscrire dans une logique de développement durable et qu'à ce titre une mission a été confiée à Monsieur Mendévielle, Sénateur de Haute-Garonne ;

Le Comité du nautisme et de la plaisance et le Comité France Océan formulent les recommandations :

1) Les fédérations de pêcheurs plaisanciers ou de pêche récréative et les ONG membres du Comité France Océan ayant une expertise dans le domaine doivent jouer un rôle consultatif dans l'élaboration d'un encadrement de la pêche de loisir ou la prise de toute mesure ayant cet effet et doivent être associées, aux côtés du groupe contact « gouvernance de la pêche de loisir », à la mission qui a été confiée par le Premier Ministre à Monsieur Médévielle, sénateur de Haute-Garonne, conformément aux conclusions du CIMer du 15 novembre 2018 ;

2) Les dispositions de l'article 11 du Règlement doivent être mises en œuvre au plus vite, à savoir :

a) Lorsque les avis scientifiques indiquent que la pêche récréative a une incidence significative sur la mortalité par pêche d'un stock visé à l'article 1er, paragraphe 1 du règlement, le Conseil peut fixer des limites applicables de façon non discriminatoire aux pêcheurs récréatifs.

b) Lorsqu'il fixe les limites visées au paragraphe 1, le Conseil se base sur des critères transparents et objectifs, y compris les critères à caractère environnemental, social et économique. Les critères à utiliser peuvent notamment comprendre l'impact de la pêche récréative sur l'environnement, l'importance sociale de cette activité et sa contribution à l'économie dans les territoires côtiers.

c) Le cas échéant, les États membres prennent les dispositions nécessaires et proportionnées pour le suivi et la collecte des données pour une estimation fiable des niveaux effectifs des captures récréatives.

3) Dans les cas où les prélèvements de la pêche de loisir ont une incidence significative sur la mortalité d'un des stocks mentionnés à l'article 11 du règlement, la mise en place de restrictions quantitatives et l'obligation pour les pêcheurs plaisanciers de se déclarer et de déclarer leurs captures à des fins scientifiques et de meilleure connaissance des niveaux de prélèvements doivent être envisagées ;

4) Les propositions de mesures de suivi et d'encadrement de l'activité de pêche et des captures devront pouvoir être mises en œuvre de manière simple, peu onéreuse, en association avec les fédérations concernées ;

6) Le comité de suivi de la Charte devra être réuni afin de disposer d'un état des lieux de son application et des bonnes pratiques ayant cours sur le littoral et pouvant avoir valeur d'expérience ;

7) Il est essentiel que les fédérations, les plaisanciers, les acteurs économiques du secteur et les ONG œuvrent ensemble, en associant en tant que de besoin les pêcheurs professionnels, sur ce sujet et qu'à terme, ils aboutissent à des positions les plus consensuelles possibles et à conduire des actions de terrain concertées, notamment de sensibilisation des publics, afin de diffuser les bonnes pratiques ;

8) Le développement d'outils pédagogiques et une information systématique des pratiquants de la pêche à pied récréative devra être mis en œuvre par ailleurs pour assurer le respect des bonnes pratiques garantissant la préservation des écosystèmes littoraux. L'agence Française de la Biodiversité, le Conservatoire du littoral et les collectivités locales devraient en particulier être associés à cette information des usagers.

Comité France-Océan – Comité France Maritime
Groupe de travail « Artificialisation »
Résolution relative au développement des ZMEL et des coffres.

Considérant le plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) qui transpose en droit français la directive cadre européenne stratégie pour le milieu marin (17/06/08) dont l'objectif est l'atteinte ou maintien du bon état des eaux marines en 2020 ;

Considérant que lors du CIMer du 15 novembre 2018, l'Etat s'est engagé à rénover le dispositif des zones de mouillages et d'équipements légers (ZMEL) ;

Considérant que le développement de la croisière en Méditerranée représente un enjeu pour la protection des herbiers de posidonie et des écosystèmes marins, que la plaisance et la croisière sont des activités en pleine croissance avec une forte augmentation du nombre et de la taille des navires (yachts et croisière), que le manque de places dans les ports entraîne le développement des escales au mouillage avec débarquements par tenders, que par ailleurs certains sites subissent une sur fréquentation (golfe de Saint-Tropez, rade de Cannes...), que le développement d'escales au mouillage sur des sites qui étaient préservés appelle à de nouvelles alternatives permettant de concilier cette activité avec la protection des sites naturels dont plusieurs sont classés à l'UNESCO ;

Les membres du groupe de travail artificialisation du CFO et les membres du CFM arrêtent donc les propositions suivantes :

- 1) Le développement des ZMEL, des ancrages éco-conçus et des coffres doit se poursuivre au travers de l'élaboration d'un plan national d'équipement qui couvrira en priorité la façade Méditerranée puis les autres façades et bassins ultramarins.
- 2) L'instruction pour les projets de ZMEL et de coffres est complexe (CG3P, Loi sur l'Eau, étude d'impact au cas par cas, prise en compte des enjeux paysagers etc.) et doit être simplifiée. La notion d'intérêt général présente dans le CG3P pourrait notamment être modifiée pour intégrer l'intérêt environnemental. De même, des directives pourraient être données aux services instructeurs (DDTM et DREAL) pour qu'ils prennent en compte le « bénéfice écologique » de l'opération.
- 3) La question du financement, essentielle au développement des ZMEL, doit impérativement faire l'objet d'un travail approfondi entre toutes les parties prenantes. A ce titre, le recours au secteur privé en cas d'absence de projets portés par des opérateurs publics doit être facilité. Des formes de partenariats public/privé adaptées à ce type de projets pourront également être étudiées en cas d'absence d'initiative du secteur privé
- 4) Concernant l'aspect fiscal, des instructions pourraient être donnés aux DDFIP concernant le calcul des redevances pour occupation du domaine public dans le sens de leur minoration voir de la mise en place d'exonérations. Les barèmes départementaux devraient être harmonisés.
- 5) L'application de cette résolution prendra en compte les différences de caractéristiques entre les activités, type et taille de navires pour proposer à chaque catégorie de navire une solution de mouillage écologique adaptée.
- 6) Les différents intervenants pour la préparation des escales de croisière qui maîtrisent parfois mal la réglementation maritime et la répartition des compétences en mer devraient être mieux informés. Une meilleure coordination entre ces acteurs doit être recherchée. Un guide à l'intention des autorités chargés de donner les autorisations de mouillages (voir DSF) pourrait être élaboré.

Comité France-Océan – Comité France Maritime
Groupe de travail « Artificialisation » - Groupe de travail « croisière »
Résolution relative à la promotion des activités de croisière durables

Elaboration d'une charte et d'un label visant au développement de la croisière durable

Considérant l'action de la France dans les enceintes internationales, notamment l'Organisation maritime internationale, en faveur de la protection de l'environnement marin et de la réduction de l'empreinte environnementale des activités maritimes ;

Considérant le plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) qui transpose en droit français la directive cadre européenne stratégie pour le milieu marin (17/06/08) dont l'objectif est l'atteinte ou maintien du bon état des eaux marines en 2020 ;

Considérant le fort impact de l'activité de croisière sur le bon état du milieu marin et de l'environnement littoral et côtier ;

Considérant que la France, en particulier dans les Antilles, est une destination de grande fréquentation des croisiéristes ;

Considérant les travaux du groupe de travail « Artificialisation » du Comité France océan ainsi que ceux du groupe de travail « croisière » du Comité France maritime ;

Considérant que la Charte Sails développée par les professionnels de la croisière est une charte d'engagement sur de « bonnes pratiques » visant à réduire l'impact environnemental de la flotte de commerce en promouvant des engagements d'armateurs supérieurs aux normes internationale, qu'elle est indépendante des mesures contraignantes qui sont prises, quant à elles, au niveau de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et qu'elle propose un ensemble de mesures variées sur lesquelles les armateurs signataires s'engagent en totalité ou en partie : aires marines protégées, biodiversité, émissions etc. ;

Considérant que la charte n'a été ratifiée par aucun armateur à ce jour et qu'il existe donc un enjeu fort autour de sa promotion ;

Considérant la demande croissante de tourisme écoresponsable en France, et que la charte pourrait être un outil et un argument de l'attractivité des armateurs de la croisière, notamment français comme le Club Med ou le Ponant ;

Les membres du groupe de travail artificialisation du CFO et ceux du groupe de travail « croisière » du Comité France maritime formulent les recommandations suivantes :

les professionnels et les ONG, doivent poursuivre, en appui aux services concernés de l'Etat leur travail de promotion de l'initiative française d'une charte Sails en France ainsi qu'au niveau européen et international.

Un système d'enregistrement et de mise à disposition du public des engagements des armateurs qui complètera la charte sera développé, associant les organisations de protection de l'environnement et les professionnels de la croisière afin d'en accroître l'impact et la visibilité et le suivi du respect des engagements. L'information au sujet des engagements pris doit être claire pour les touristes. L'utilisation d'une échelle d'engagement pourrait répondre à cet enjeu de clarté tout en incitant les opérateurs à monter en gamme.

Electrification des quais

Considérant par ailleurs l'engagement de la France à réduire les émissions de particules dans le domaine du transport maritime ;

Considérant la pollution atmosphérique générée par le maintien d'une production d'électricité autonome par les navires de croisière en escale dans les ports et les émissions importantes de particules fines liées à cette production d'électricité autonome générant une forte nuisance pour les habitants des villes portuaires concernées ;

Considérant les travaux du groupe de travail « croisière » du Comité France Maritime et ceux du groupe de travail « artificialisation » du Comité France Océan visant à soutenir l'atteinte de cet objectif de réduction des émissions de particules pour ce qui concerne les navires de croisière;

Les membres du groupe de travail « artificialisation » du CFO et ceux du groupe de travail « croisière » du Comité France maritime formulent les recommandations suivantes :

- 1) Les grands ports nationaux accueillant les navires de croisière et de passagers en métropole et outre-mer devraient faire l'objet d'un programme d'équipement permettant l'alimentation électrique des navires à quai pour éviter la production d'électricité autonome par les navires, source de pollution atmosphérique importante.
- 2) La fourniture d'électricité à quai devrait privilégier partout où cela est possible le recours aux énergies renouvelables et dans tous les cas, les solutions énergétiques à faible émissions de CO2 et de particules.
- 3) L'obligation pour les navires de croisière et de passagers de se brancher aux réseaux d'électricité à quai, dès lors que ces réseaux seront mis en place devrait être mise en œuvre à l'échelle européenne. La France pourrait porter une initiative en ce sens à l'intention de la future Commission européenne visant également à développer l'électrification des quais à l'échelle européenne dans le cadre de la politique maritime intégrée.